

Unité départementale de l'Artois  
12, avenue de Paris  
62400 BETHUNE

Béthune, le 05/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VANHEEDE ENVIRONNEMENT**

375 avenue de Sofia – 62138 BILLY-BERCLAU

Références : 1017-2024

Code AIOT : 0007005009

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté 375 avenue de Sofia à BILLY-BERCLAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- 375 avenue de Sofia – 62138 BILLY-BERCLAU
- Code AIOT dans GUN : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

#### **Situation administrative**

La société VANHEEDE FRANCE a été autorisée à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral du 9 novembre 2011.

En 2022, la société VANHEEDE déposait une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation d'une unité de transformation et de traitement de déchets non dangereux et non inertes (fabrication de CSR) ainsi que le traitement de biodéchets sur son site de BILLY-BERCLAU.

Par arrêté préfectoral du 11/07/2023, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT était autorisée :

- à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux,
- à produire 350 tonnes par jour de CSR (combustible solide de récupération) directement sur le site,
- à augmenter sa quantité de tri de déchets non dangereux (250 tonnes par jour au lieu de 140 tonnes)
- à traiter 150 tonnes par jour de biodéchets alimentaires non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejet des eaux pluviales

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
PC 1	Article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	Demande de justificatif	1 mois
PC 3	Article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	Demande de justificatif	1 mois
PC 5	Article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
PC 6	Article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	Demande de justificatif	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
PC 2	Article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	-	-
PC 4	Article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	-	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection, il a été mis en évidence :

### • 1 non-conformité, pour laquelle un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé :

-> rejet n°2 des eaux pluviales ne respectant pas les valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral du 11/07/2023 pour les paramètres MES, DCO et DBO5.

### • 3 non-conformités, pour lesquelles l'exploitant doit apporter les éléments de réponse, sous 1 mois.

Ces observations concernent la présence sur le plan des réseaux des dispositifs de protection de l'alimentation, la destination finale du rejet n°2 des eaux pluviales, la suppression des causes de la pollution présente dans les eaux pluviales.

## 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC 1

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023
<b>Thème(s) :</b> réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.2.2 Plan des réseaux</u> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards,...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats:</b>  Par rapport au projet autorisé par arrêté préfectoral du 11/07/2023, seuls les bureaux, l'auvent, le second bâtiment de déchets dangereux avec quais et les locaux sociaux ont été construits.  Il reste notamment la ligne de tri de déchets non dangereux à aménager, la construction du bâtiment où sera réalisée l'activité de traitement des déchets alimentaires et la réalisation des bâtiments relatifs à l'activité CSR.  L'exploitant disposait d'un plan des réseaux à jour et lisible du site en "nouvelle configuration".  Les différents réseaux sont bien repérés.  Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) n'apparaissent pas sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**Nom du point de contrôle : PC 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023
<b>Thème(s) :</b> entretien des installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.4 Un entretien permanent du système des eaux pluviales (filtre, bassins, obturateur du réseau en cas de pollution accidentelle (vanne manuelle),...) est mis en place. Une personne est désignée pour la conduite et l'entretien de l'installation. Le site dispose de 3 bassins de tamponnement de différents volumes : bassin du site (projet initial) de 216 m <sup>3</sup> , bassin de 983 m <sup>3</sup> (proche des bâtiments MRP/UP) et un bassin de 1180 m <sup>3</sup> (proche du bâtiment AF). Pour ces bassins étanches, l'exploitant met en place : 1) un entretien préventif : <ul style="list-style-type: none"><li>- ramassage régulier des flottants</li><li>- entretien des talus</li><li>- contrôle de la végétation</li><li>- éviter les arrivées de fertilisants dans le bassin.</li></ul> L'exploitant définit la fréquence de l'entretien selon le retour d'expérience. Le bassin est vidé tous les 10 ans environ pour entretenir l'ouvrage et vérifier son état général notamment son étanchéité. 2) un entretien curatif : <ul style="list-style-type: none"><li>- faucardage avec enlèvement des végétaux,</li><li>- élimination de la vase et autres déchets par curage lorsque leur quantité induit une modification du volume utile de rétention.</li></ul> Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les séparateurs d'hydrocarbures sont de classe I. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Des contrats d'entretien des ouvrages de collecte et de traitement sont passés par l'exploitant avec des entreprises spécialisées. Ces contrats prévoient des nettoyages à fréquence minimale annuelle du débourbeur-séparateur à hydrocarbures. L'exploitant veille à la mise en place de procédures de réaction rapide à une pollution accidentelle de quelque nature que ce soit : formalisation de la procédure à suivre, mise à disposition du matériel adéquat (produits absorbants,...), sensibilisation/formation des personnels aux procédures et matériels.
<b>Constats:</b> Vu le classement dans un classeur spécifique des bons d'intervention des différents nettoyages. Vu notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le dernier bon de septembre 2024 de la société LEA pour le curage du réseau (prévu 4 fois par an)</li><li>- les bons de curage réalisés en février, juin et septembre 2024 du bassin de tamponnement des eaux pluviales (prévu 4 fois par an).</li><li>- le dernier bon de nettoyage de septembre 2024 des séparateurs d'hydrocarbures (nettoyage prévu tous les trimestres)</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> -
<b>Proposition de délais :</b> -

Nom du point de contrôle : PC 3

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4.3.5 de de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023
<b>Thème(s) :</b> rejet des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.5 Localisation des points de rejet <u>Eaux usées (rejets n°1 et n°4)</u> Les eaux usées sont dirigées vers le réseau communal puis sont traitées par la station d'épuration urbaine du SIZIAF. <u>Eaux pluviales de toiture et de voirie (rejets n°2 et n°3)</u> Le site est équipé d'un réseau séparatif. Les eaux pluviales de toiture sont collectées et dirigées vers le réseau d'eau pluviales du site via les bassins de tamponnement présents sur site. Les eaux pluviales de voirie sont collectées et dirigées vers le réseau d'eau pluviales du site après traitement par un séparateur d'hydrocarbures via les bassins de tamponnement du site.  Les eaux pluviales (voirie et toiture) contenues dans les différents bassins sont ensuite dirigées vers le rejet des eaux pluviales du SIZIAF et rejetées au canal d'Aire. Les bassins ne sont pas tous connectés entre eux ; il y aura ainsi 2 points de rejet des eaux pluviales (n°2 et n°3) dans le réseau du SIZIAF. L'épandage des eaux usées ou résiduaires est interdit. Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles ou de procédés.
<b>Constats:</b>  Les eaux usées rejoignent le réseau communal puis sont traitées par la station d'épuration urbaine du SIZIAF. Actuellement, en l'absence de la construction de l'ensemble des bâtiments en projet du site, il n'existe qu'un seul point de rejet pour l'ensemble des eaux pluviales (au lieu des 2 prévus dans l'arrêté préfectoral du 11/07/2023 dans la configuration finale du site). Les eaux pluviales de l'ensemble du site sont collectées puis rejoignent un bassin tampon (unique bassin du site pour le moment) après passage dans des séparateurs d'hydrocarbures pour les eaux pluviales de voirie. Vu la convention d'autorisation de déversement et de rejet entre la société VANHEEDE FRANCE et le SIZIAF.  Depuis le 24/08/2021 et les dépassements récurrents des valeurs limites du rejet des eaux pluviales, le SIZIAF a autorisé la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT à évacuer ses eaux pluviales dans la station d'épuration de la zone industrielle. Par message électronique du 25/08/2021, l'Inspection a été informée par l'exploitant de cette situation temporaire.  Le rejet des eaux pluviales dans le réseau des eaux usées ne peut plus être considéré comme temporaire. L'exploitant doit prendre des mesures afin de rejeter les eaux pluviales du site comme le prévoit sa convention initiale avec le SIZIAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Action corrective et demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**Nom du point de contrôle : PC 4**

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023
<b>Thème(s) :</b> aménagement et équipement des ouvrages de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.3.7 Aménagement</u> Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Conforme : les points de prélèvements sont aménagés et accessibles. Aucune remarque particulière sur les points de prélèvement ne figure dans les rapports des organismes chargés des contrôles inopinés des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> -
<b>Proposition de délais :</b> -

## Nom du point de contrôle : PC 5

<b>Référence réglementaire : Article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023</b>			
<b>Thème(s) : aménagement et équipement des ouvrages de rejet</b>			
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 4.3.10 Valeurs limites d'émission des eaux pluviales (Points de rejet n°2 et n°3)</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définie : Référence des rejets vers le milieu récepteur : n°2 et n°3 (Cf. repérage des rejets sous l'article 4.3.5)			
<b>Paramètres</b>	<b>Concentrations instantanées (mg/l)</b>		
DBO5	10		
DCO	40		
MES	35		
Azote global	10		
Phosphore total	0,6		
Métaux totaux (Cu, Ni, Pb, Zn, As, Se, Hg, Cr, Cd, Sn, Fe, Al)	5		
Pb	0,05		
Hydrocarbures totaux	5		
Les effluents doivent avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30 °C. Le débit doit être inférieur à 350 m³/j.			
<b>Constats :</b> Pour le moment, seul le rejet n°2 existe. Il est constitué des eaux pluviales des toitures et des eaux pluviales de ruissellement des voiries, parkings étanches et dalles béton. De gros dépassements des valeurs limites du rejet des eaux pluviales ont été constatés en 2023 et 2024 pour les paramètres DCO, DBO5 et MES.			
Vu notamment les résultats des contrôles inopinés suivants :			
	Contrôle inopiné réalisé les 24 et 25/10/2023 par la société SGS	Contrôle inopiné réalisé le 11/07/2024 par la société SGS	Contrôle inopiné réalisé les 21 et 22/10/2024 par la société SGS
DCO (mg/L)	192	613	1100
DBO5 (mg/L)	69	250	420
MES (mg/L)	69	109	33
N	-	47,7	7,4
Pb (mg/L)	<0,05	<0,05	<0,05
Hydrocarbures (mg/L)	<0,08	<0,08	0,068
Métaux totaux	-	4,01	3,99
En dépit des mesures prises par l'exploitant depuis 2021 (curage préventif du réseau des eaux pluviales pour un passage trimestriel au lieu de semestriel, curage préventif du bassin de tamponnement des eaux pluviales pour un passage trimestriel au lieu de semestriel, réalisation de « prestations à la demande » pour le pompage (au moins 2 fois par mois) du débourbeur situé en amont du déshuileur du réseau des eaux pluviales, nettoyage quotidien des surfaces de voiries,...), les dépassements des valeurs limites du rejet des eaux pluviales perdurent notamment en DCO et DBO5.			
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>			
<b>Proposition de suites : mise en demeure – respect de prescription</b>			
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>			



## Nom du point de contrôle : PC 6

**Référence réglementaire :** Article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023

**Thème(s) :** aménagement et équipement des ouvrages de rejet

**Prescription contrôlée :**

Article 8.2.2 Auto surveillance des REJETS AQUEUX

Dès signature du présent arrêté, l'exploitant réalise une auto surveillance trimestrielle de la qualité des rejets des eaux pluviales après traitement sur site (points de rejet n°2 et n°3 définis à l'article 4.3.5).

Les mesures portent sur les paramètres polluants visés dans le tableau de l'article 4.3.9.

Les prélèvements seront réalisés dans des conditions représentatives de la qualité du rejet après traitement ; ils pourront être ponctuels ou constitués de plusieurs échantillons prélevés de manière automatique et proportionnelle au débit sur une durée, de deux heures. Les prélèvements sont conservés à une température réfrigérée de 4°C jusqu'à la réalisation des analyses.

Les dispositions de l'article 8.1.2 relatives au calage de l'auto surveillance sont applicables à ces rejets ; les mesures comparatives sont réalisées à une fréquence au moins annuelle.

Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations (incident, fuite, dysfonctionnement...), en supprimer les causes. Il en informera sans délai l'Inspection de l'environnement et lui transmettra sous un mois, le compte-rendu des analyses et des actions engagées.

**Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance**

Les résultats des mesures réglementaires du mois sont saisis sur le site de télé déclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet dans le logiciel.

**Constats :**

L'autosurveillance de la qualité des eaux pluviales est réalisée trimestriellement (par la société OTECH ENVIRONNEMENT) et transmise par l'exploitant à l'Inspection via l'application GIDAF.

	Autosurveillance mars 2024	Autosurveillance juillet 2024	Autosurveillance septembre 2024
DCO (mg/L)	103	700	540
DBO5 (mg/L)	39	370	240
MES (mg/L)	50	110	68

L'origine de la pollution semble être l'activité de transit des déchets alimentaires réalisée sur le site. La charge organique retrouvée dans les analyses des eaux semble provenir de ces déchets : les eaux pluviales chargées en déchets organiques se retrouvent ainsi dans le bassin du site avant rejet.

L'exploitant indiquera à l'Inspection les dispositions prises ou prévues pour supprimer les causes de la pollution présente dans le rejet des eaux pluviales du site sous un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois